

Eure

Fermeture du collège Pierre-Mendès-France à Val-de-Reuil. Hafidha Ouadah persiste et signe

LA DÉPÊCHE | vendredi 28 septembre 2018

950 mots | -



Hafidha Ouadah est conseillère départementale du canton de Louviers et vice-présidente en charge de la politique de la Ville et de la prévention spécialisée dans l'Eure. ©La Dépêche de Louviers

Vice-présidente au Département de l'Eure, Hafidha Ouadah (LREM) fait le point sur la rentrée scolaire. Si elle ne récus pas les difficultés, l'élue assure que la fermeture de PMF s'est faite sans accroc et « pour le bien des enfants ». Interview.

La rentrée scolaire a eu lieu il y a trois semaines. Quel bilan en tirez-vous dans les collèges ?

Ça s'est plutôt bien passé. Nous n'avons pas vu des enfants perturbés ou en souffrance. Il y a eu une vraie volonté de la part de tous les acteurs d'accueillir les élèves dans de bonnes conditions.

La modification de la carte scolaire des collèges était-elle indispensable ?

La carte scolaire est un levier extrêmement important pour favoriser la mixité sociale. Sur le court terme, agir simplement sur la construction de logements sociaux ne fonctionne pas. D'ici quelque temps je pense qu'on nous remerciera d'avoir pris ces décisions dans l'intérêt des enfants.

« Indicateurs de fragilité sociale à Val-de-Reuil »

Ils sont nombreux à penser que cette mixité sociale n'est qu'un prétexte pour fermer le collège Pierre-Mendès-France...

Ce n'est pas du tout un prétexte, c'est pour le bien des enfants. Val-de-Reuil est la ville de l'Eure où le taux de pauvreté est le plus élevé. Le taux de logements sociaux est parmi les plus

importants du pays [66,31 % en 2014, mais la Ville souhaite le ramener en dessous de 50 %, N.D.L.R.]. Tous les indicateurs de fragilité sociale sont concentrés dans cette commune. Ce sont les enfants qui vivent dans ces logements qui se retrouvaient dans le collège Pierre-Mendès-France. Il fallait donc réagir. La décision de fermer Pierre-Mendès-France s'appuie sur des éléments factuels, construits et réfléchis.

Quels sont ces éléments dont vous parlez ?

Nous nous appuyons sur l'étude de Gabrielle Fack et Julien Grenet ⁽¹⁾. Ce dernier va d'ailleurs venir pour mesurer l'impact de la modification de notre carte scolaire dans le département. Ça nous permettra d'évaluer les réussites éducatives, les difficultés et les comportements. La mixité sociale n'est pas juste une théorie, elle se vérifie.

Face à un tel sujet qui divise tant, comment pouvez-vous en être si certaine ?

Je suis moi-même originaire de la classe populaire. J'ai 42 ans. J'ai grandi à Louviers, j'ai été scolarisée à l'école des Acacias à Louviers, qui est aujourd'hui classée en réseau d'éducation prioritaire. J'ai ensuite été au collège Le Hamelet, ainsi j'ai fait partie de ces élèves des catégories socioprofessionnelles défavorisées qui ont eu la chance de côtoyer un autre monde. Je me retrouvais tout d'un coup avec des enfants de la Vacherie, d'Acquigny... Aller au Hamelet a été pour moi un vrai levier de réussite. Je parle donc en connaissance de cause. Les élèves de Pierre-Mendès-France vont beaucoup apporter aux élèves du Hamelet, et inversement. Notre ambition est simplement de donner les mêmes chances à tous les enfants de réussir.

Pourtant, répartir ces collégiens a engendré des difficultés...

C'était inévitable. Mais le département a affecté des éducateurs dans chaque collège pour accueillir les nouveaux élèves, y compris dans les bus vu que les transports ont été modifiés. Il a fallu changer les habitudes des gens, je comprends les résistances qu'il y a eues.

Nous avons aussi investi 6,2 millions d'euros dans 200 travaux de rénovation de collèges cet été, dont 3,4 millions d'euros spécifiquement pour les collèges les plus concernés par la nouvelle carte scolaire.

Enfin, la bourse départementale a été élargie et les démarches pour la toucher sont simplifiées. En 2014-2015, il y avait 2 927 bénéficiaires alors qu'ils sont 7 500 cette année scolaire, c'est 164 % de plus ! Et je peux vous assurer que l'on n'a pas réduit l'enveloppe pour chaque famille.

« Le Département met le paquet »

Les travaux devant le collège du Hamelet, avec les difficultés d'accès actuels, sont-ils maintenus pour la Toussaint ?

Nous avons organisé trois réunions en juin, le 4, le 14 et le 29. Les travaux sont en effet programmés pendant les vacances de la Toussaint, donc dans un mois. Ça n'a pas traîné, le Département met le paquet là dessus. Mais il y a des impératifs légaux et des délais administratifs que nous devons respecter. Une fois ces travaux faits, la circulation devant le bâtiment sera régulée et la problématique actuelle réglée en attendant le nouveau collège.

Justement, pourquoi avoir décidé de programmer deux constructions de collèges neufs dans le canton de Louviers ?

Ce sont des constructions nécessaires. Les deux collèges, Le Hamelet à Louviers et Hyacinthe Langlois à Pont-de-l'Arche, sont vieillissants et n'offrent pas assez de place par rapport aux besoins futurs. Les deux futurs nouveaux collèges auront un effectif de 800 élèves et remplaceront les bâtiments actuels qui seront détruits une fois la construction achevée. Il n'y aura donc pas de coupure ou de cours donnés dans des préfabriqués. Leur ouverture est prévue pour la rentrée 2022. À Louviers, les travaux coûteront près de 16 millions d'euros tandis qu'ils seront de 15 millions d'euros à Pont-de-l'Arche. Ce qui fait que pour la Case [Communauté d'agglomération Seine-Eure], le Département investira 31 millions d'euros. En plus, nous allons entièrement prendre en charge le coût de la démolition du collège Pierre-Mendès-France, soit près de 900 000 € à cause du désamiantage nécessaire. Et le terrain propre sera remis à la mairie de Val-de-Reuil.

⁽¹⁾ *L'école, une utopie à reconstruire* et son chapitre 11, *Peut-on accroître la mixité sociale à l'école ?* - 2012 - édition La Découverte.

par Pierre Choynet

@choynet_pierre